

## Trois Stratégies de Conservation de la Forêt Tropicale: Une Analyse Critique Basée sur des Expériences dans la Région de la Sangha

Allard Blom

Fond Mondial pour la Nature, Projet de Réserve Dzanga-Sangha

### RÉSUMÉ

C'est depuis 1988 que le projet de WWF Dzanga-Sangha (DS) est opérationnel au sud-ouest de la République Centrafricaine. Commencé avec un accent particulier de lutte contre le braconnage, ce projet, aujourd'hui, répond au modèle ICDP (Projet de développement et de Préservation Intégrée). Le projet de DS s'occupe notamment des programmes pour la protection de la faune, le développement du tourisme, la recherche, l'éducation, et le développement rural avec comme objectif de développer, de protéger, de contrôler et de gérer la Réserve spéciale de la forêt dense de Dzanga-Sangha et le parc national Dzangha-Ndoki. Cet article soulève une question importante: Est-ce que l'approche de l'ICDP est appropriée ou est-ce qu'une approche plus traditionnelle pourrait être aussi efficace? En effet, ICDP est pris entre d'une part des approches traditionnelles protectionnistes et, d'autre part des approches plus orientées vers le développement où la population locale est associée à la gestion de ses propres ressources de manière durable. Dans la réalisation de ses objectifs, le projet de DS a fait face à de nombreuses difficultés dont: la croissance de la population, l'exploitation du diamant, l'exploitation forestière discontinuée, le braconnage, un financement discontinu des activités du projet. Bien qu'on considère les approches intégrées comme étant plus susceptibles d'être efficaces, la prudence s'impose: toutes les zones ne sont pas appropriées à l'approche de ICDP, le coût est généralement très élevé et les fonds doivent être assurés pour une longue période; les coûts peuvent être très élevés afin que la majorité des ménages reçoivent les avantages suffisants; ICDP n'est pas la solution, il s'agit simplement d'une manière de ralentir le processus inévitable d'échec des objectifs de préservation.

### CONTEXTE HISTORIQUE

La Réserve spéciale de forêt dense Dzanga-Sangha et le parc national de Dzanga-Ndoki, dans la région du sud-ouest de la République Centrafricaine (RCA), ont été reconnus comme des zones protégées au niveau international. En plus d'une flore et d'une faune tropicales (Blom, *et al.*, in press, Harris 1994, Blom a, b 1993, Fay *et al.* 1990), la zone contient une des densités les plus élevées de gorilles de plaine (*Gorilla gorilla gorilla*) et de l'éléphant de forêt (*Loxodonta africana cyclotis*) connu en Afrique (Carroll 1986 a, b, c, 1988, 1994; Fay 1989, 1991, Blom, *et al.*, en préparation a, b).

La densité de population humaine dans cette zone est basse et concentrée dans de petites colonies le long des routes (Carroll 1986 a,b), et comprend un seul groupe ethnique — les pygmées de BaAka. De 1972 jusqu'au début des années 80 la compagnie d'exploitation forestière Slovénie Bois a, de manière sélective, exploité une zone de 1000 km<sup>2</sup> avant de faire faillite et de fermer. Récemment, la compagnie a été rétablie après un changement de propriétaires. Son nom actuel est Sylvicole de Bayanga. Les opérations d'exploitation forestière ont été relancées sur une échelle beaucoup plus petite, employant moins de 150 personnes. La ville de Bayanga a crû rapid-

emment pendant les moments prospères de la Slovénie Bois, mais la période d'expansion a eu comme conséquences des effets semblables d'immigration et d'émigration. Il s'agit d'une très forte mobilité de la population et des fluctuations significatives parmi les habitants de Bayanga.

Depuis qu'ils ont été reconnus officiellement le parc et la réserve ont été gérés par le projet de Dzanga-Sangha. Ce projet est un effort de collaboration du gouvernement Centrafricain, de la coopération technique allemande GTZ/LUSO, et WWF, avec l'assistance technique et financière des gouvernements allemand et américain, de la Banque Mondiale ainsi que de plusieurs organismes et donateurs privés.

Le projet de Dzanga-Sangha a commencé en 1988 avec une augmentation de la lutte contre le braconnage. Ceci était justifié par le fait que la zone était très fréquentée par des chasseurs d'éléphants et une action immédiate était nécessaire. Le fait qu'on puisse encore rencontrer un grand nombre d'éléphants en plein jour est en grande partie dû à l'effort continu contre le braconnage. Cependant dès le début du projet on a estimé que la collaboration avec la population locale était essentielle. Ils ont réclamé — et avec raison — les avantages directs du projet. Avec une augmentation du financement au début des années 90, le projet a commencé à prendre de l'essor dans le domaine du développement rural et a adopté une stratégie à laquelle on fait référence aujourd'hui comme Projet de développement et de conservation intégrée (ICDP).

L'objectif du projet de Dzanga-Sangha est le développement, la protection, et la gestion de la Réserve Spéciale de la forêt dense Dzanga-Sangha (3159 km<sup>2</sup>) et le parc national Dzanga-Ndoki (secteur Dzanga 495 km<sup>2</sup>, secteur Ndoki 726 km<sup>2</sup>. Voir Figure 1). Le projet de Dzanga-Sangha comprend des programmes pour la protection de la faune, le développement du tourisme, la recherche, l'éducation, et le développement rural. La région de Dzanga-Sangha est contrôlée d'une manière intégrée, permettant la chasse traditionnelle limitée, le développement de l'agrosylviculture et l'exploitation forestière commerciale dans les zones-tampons aussi bien que la préservation totale de l'écosystème naturel de la forêt dans la zone centrale (Carroll 1992).

Le projet de Dzanga-Sangha a réussi dans son objectif principal qui est la protection de la zone centrale, le parc national de Dzanga-Ndoki (Blom *et al.*, in press., Blom *et al.* in prep a,b). Le programme de développement rural a également réussi et l'on observe de la part de la population une attitude beaucoup plus positive à l'égard du projet. Bien que le projet n'ait pas été entièrement un succès, on le considère généralement comme le modèle d'un ICDP réussi.

Mais ce succès à court terme, peut-il, être étendu dans le futur? L'approche d'ICDP est-elle la meilleure, ou est-ce que une approche

*Bien que le projet n'ait pas été entièrement un succès, on le considère généralement comme le modèle d'un ICDP réussi.*

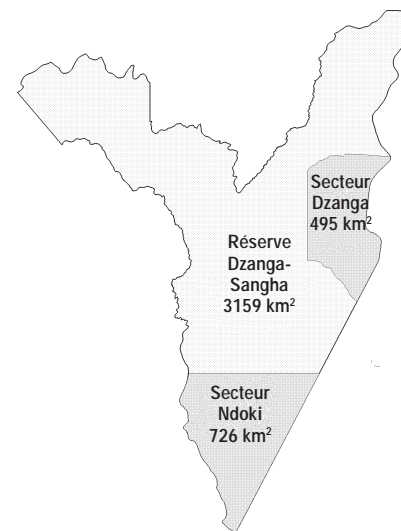


Figure 1 Secteurs de l'aire protégée RDS au sud-ouest de la République Centrafricaine

plus traditionnelle de préservation serait au moins aussi effective? Ce sont des questions essentielles pour le futur de la zone trinationale et de la préservation en général. J'espère pouvoir clarifier certaines de ces questions importantes en me basant sur l'expérience de Dzanga-Sangha.

## LA THÉORIE

En Afrique, la préservation a fondamentalement deux approches principales. La première, que j'appellerais préservation de «protection», où une zone est interdite aux populations locales et «protégée». La plupart des réserves, faunistiques et des parcs nationaux en Afrique ont été conçus suivant cette approche. La deuxième approche est ce que j'appellerais l'approche de «développement» où l'on s'attend à ce que des populations locales contrôlent leurs propres ressources de façon durables. Ce sont deux extrémités et en réalité la plupart des projets actuels sont un compromis entre ces deux points. Les deux approches sont souvent désignées sous le nom de «préservation pour le peuple» et «préservation par le peuple».

Les deux approches ont des inconvénients clairs. Il est devenu de plus en plus difficile de justifier le déplacement des personnes de leurs terres traditionnelles pour créer de l'espace pour la «nature». Cette approche est maintenant considérée par beaucoup comme étant moralement erronée, politiquement difficile, et pratiquement impossible. Cependant, elle nous a donné presque toutes les zones protégées d'Afrique. La deuxième approche est un concept totalement naïf. Les gens veulent presque invariablement améliorer leur niveau la vie. Une amélioration de niveau la vie signifie clairement une augmentation de l'utilisation des ressources naturelles, qui mène à la surexploitation.

L'approche ICDP, utilisée comme dans Dzanga-Sangha, se trouve entre ces deux extrémités. On pourrait parler d'«économie avec le peuple». Elle essaie de combiner les avantages des deux, tout en essayant d'éviter plusieurs de leurs problèmes. En réalité, les problèmes habituels demeurent, mais ils sont réduits au minimum. En essayant de trouver un compromis, nous naviguons entre ceux-ci.

Un autre problème sérieux que plusieurs ICDPs ont rencontré est l'immigration. Le fait que beaucoup d'ICDPs contribuent dans une certaine mesure à améliorer les conditions de vie de la population, ou tout au moins l'espoir d'une vie meilleure, a entraîné une migration vers ces sites. C'est le cas en particulier des pays pauvres comme la République Centrafricaine.

*Il est devenu de plus en plus difficile de justifier le déplacement des personnes de leurs terres traditionnelles pour créer de l'espace pour la «nature». Cette approche est maintenant considérée par beaucoup comme étant morale-ment erronée, politiquement difficile, et pratiquement impossible. Cependant, elle nous a donné presque toutes les zones protégées en Afrique.*

## LA PRATIQUE

Le projet de Dzanga-Sangha est une étude de cas intéressante à travers laquelle on peut mesurer l'efficacité des ICDP. Comme mentionné dans l'introduction, ce projet semble un programme réussi. Mais les ICDP ne devraient pas être jugées sur leurs succès ou échecs à court terme, mais plutôt sur leurs impacts à long terme. Naturellement, il est impossible de dire ce qui se produira dans 20 ans, mais je voudrais préciser quelques problèmes évidents que le projet devra traiter s'il veut demeurer pertinents:

**Augmentation de population:** bien que nos données démographiques ne soient pas encore disponibles, nous pouvons supposer que la population dans la zone augmente, à la fois à cause de l'immigration et de la croissance de la population. Les deux dernières années ont connu une augmentation excessive du déboisement au profit des terres agricoles.

**Exploitation de diamants:** l'exploitation de diamants, doublée du braconnage, est extrêmement préjudiciable pour l'environnement. L'écosystème du lit du fleuve est détruit, et une zone relativement petite de la forêt est détruite. La faune est exterminée sur une grande zone, dans certains cas d'un rayon de 40 km autour des camps, pour nourrir les mineurs. Plusieurs grands camps, comptant des milliers d'habitants chacun existent aussi bien au nord de la réserve de Dzanga-Sangha que juste à l'intérieur de ses frontières au nord. Les études socio-économiques récentes ont indiqué une augmentation des exploitations de diamants dans la réserve, car les gens essayent de survivre dans une situation économique difficile.

**Exploitation forestière non-durable:** l'exploitation commerciale de la forêt existe dans la zone depuis les années 70. La compagnie actuelle a une des pire réputations en ce qui concerne l'exploitation forestière continue, pour payer des impôts et des salaires, ou fournir des services sociaux. Le gouvernement de la RCA a récemment interdit ses activités pour cause de mauvaise gestion. Etant donné que le gouvernement a besoin d'argent il est certain qu'une certaine forme d'exploitation reprendra dans un proche avenir.

**Braconnage:** bien que la chasse des éléphants et des gorilles ait été maîtrisée avec succès dans une majeure partie de la zone, la surexploitation de la viande de brousse reste un défi important pour le projet (voir également Noss 1995). Il faut préciser qu'il est autorisé de chasser au sein de la Réserve avec des moyens traditionnels ou avec des armes enregistrées. Cependant, il est strictement interdit de

*Mais les ICDPs ne devraient pas être jugées sur leurs succès ou échecs à court terme, mais plutôt sur leurs impacts à long terme.*

chasser avec des pièges ou pour des raisons commerciales en dehors de la Réserve.

**Financement discontinu des activités de projet:** Actuellement le projet est presque entièrement financé par les donateurs extérieurs. Un maximum de 5% des coûts actuellement sont couverts par des fonds du gouvernement et du tourisme. Dans mes analyses récentes sur le tourisme potentiel, j'ai estimé que dans l'état actuel, le tourisme pourrait couvrir un maximum de 30% du revenu des coûts de base de protection de la zone (Blom, en préparation). Il n'est pas réaliste de s'attendre à ce que le gouvernement fournisse les fonds complémentaires. Une grande partie des fonds des donations est attachée aux conditions politiques et peut facilement être coupée dans ces pays politiquement instables.

## LE PROJET FAIT FACE À CES PROBLÈMES

**Augmentation de population:** le plus dur probablement de tous les problèmes. Nous étudions actuellement des voies pour limiter la migration, d'abord en analysant tous les phénomènes et les causes fondamentales de cette migration. Nous espérons développer un plan régional d'utilisation du territoire aussi bien que des plans d'utilisation du territoire au niveau du village pour limiter la migration. Nous étudierons également les possibilités d'instaurer un permis de résidence lié aux avantages socio-économiques.

**Exploitation du diamant:** dans cette zone nous avons eu un succès remarquable en appliquant simplement la loi. Ceci était possible uniquement après une longue campagne d'incitation et d'information à tous les niveaux du gouvernement, et à la suite une campagne étendue d'information dans les camps de diamants. Cependant certains des camps dans le nord étaient dans la zone avant que la réserve ne soit reconnue officiellement et sont trop grands pour se déplacer; ici nous négocions une limite méridionale de leurs activités et en même temps nous explorons la possibilité pour des alternatives en dehors de la réserve.

**Exploitation forestière:** nous sommes en négociations pour acheter la compagnie et pour transformer son infrastructure en une école de sylviculture, avec ou sans exploitation commerciale sous notre contrôle.

**Braconnage:** nous insistons sur l'application de la loi en doublant notre force de garde à 60 hommes, aussi bien qu'en augmentant leur efficacité par une formation intensive. A force d'expliquer

*Une grande partie des fonds provenant des donations est attachée aux conditions politiques et peut facilement être coupée dans ces pays politiquement instables.*

l'importance de la faune et de la flore pour l'économie locale, la population prend petit à petit conscience de l'importance de sa préservation et d'une gestion continue. La faune est très importante comme source de protéines pour une grande partie de la population locale. La faune étant l'attraction principale des touristes, contribue sensiblement à l'économie locale — on l'estime à 18.400 US\$/an — (chiffres pour 1995, Blom, en préparation) y compris l'emploi direct et 40% des gains du tourisme qui va à une ONG locale pour le développement de la communauté.

**Financement discontinu:** un des problèmes avec les projets ICDP est qu'ils sont chers. J'estime les coûts d'entretien du parc et de la réserve, c'est à dire de la protection et l'entretien de base de l'infrastructure, à 800.000US\$/an. Un ICDP coûtera au moins trois fois plus. Notre approche pour faire face à ce problème est basée sur plusieurs idées:

- Privatiser le projet et le remettre à une fondation ou une entité para-étatique, gérée suivant les principes responsables de la gestion globale de la région de Dzanga-Sangha, pendant qu'on signera un crédit-bail avec le gouvernement;
- Générer et optimiser le revenu du tourisme, de la chasse safari et de l'exploitation forestière, tout en prenant en considération les paramètres écologiques et sociaux;
- Créer un fond en fidéicommis et utiliser le revenu généré pour financer des activités de base (Blom 1996);
- Remettre graduellement une grande partie du développement rural aux ONG locales;
- Augmentation du financement alloué aux ONG en augmentant le revenu touristique et en attirant les fonds directs.

Si le projet de Dzanga-Sangha avait choisi une approche d'économie de «protection» nous aurions pu sauvegarder au moins cinq millions de \$US, qui ont été utilisés pour le développement rural. On aurait pu placer cet argent à ce jour nous aurions accumulé suffisamment d'argent et pour financer les activités de base; un très solide argument du point de vue de la conservation. Cependant il aurait été impossible de le faire, compte tenu de la très forte opposition au projet dans le passé. L'attitude de la population locale vis-à-vis du projet a changé car le projet a exprimé une forte considération pour les ambitions des habitants de Bayanga. D'autre part, si nous avons simplement insisté sur le développement rural sans parler de l'application stricte de la loi, je suis convaincu que l'on aurait pas pu contenir le braconnage, comme cela s'est passé au parc national de Korup au Cameroun.

| FORMES DE CONSERVATION                    | PROTECTION              | INTÉGRÉE                               | DÉVELOPPEMENT                         |
|---|-------------------------|--|---------------------------------------|
|   | <i>“Pour le peuple”</i> | <i>“Avec le peuple”</i>                | <i>“Par le peuple”</i>                |
| Moralement justifiable?                   | Plus                    | Oui                                    | Oui                                   |
| Faisabilité politique?                    | Très difficile          | Difficile                              | Facile                                |
| Perception locale?                        | Négative                | Mixte                                  | Positive                              |
| Contribution locale?                      | Pratiquement aucune     | Variable, habituellement plus de temps | Élevé                                 |
| Coûts?                                    | Faibles                 | Élevés                                 | Variables, mais habituellement élevés |
| Possibilité de préservation à long terme? | Faible vers moyen       | Moyen à élevé                          | Faible                                |

Tableau 1

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le tableau ci-dessus résume à mon avis la réalité des trois approches mentionnées dans le contexte de l’Afrique centrale.

A mon avis, certaines formes intégrées seraient meilleures. Cependant, il importe de faire attention. Tout d’abord, cette approche n’est pas appropriée pour toutes les zones. Par exemple, les zones avec peu ou pas de pression de la population sont évidemment mieux gérées avec une approche «protection». Deuxièmement, les coûts d’un projet intégré sont élevés et doivent être garantis pendant longtemps (20 ans minimum). Si un tel engagement n’est pas disponible un projet ne devrait pas être commencé. Troisièmement, dans les zones avec des pressions de population élevées, les coûts d’un ICDP seront également élevés: dans beaucoup de cas excessivement. La majorité des ménages de la zone doivent bénéficier des efforts de l’ICDP pour que l’impact de celui-ci se fasse sentir. Pour terminer, ICDP, comme n’importe quelle approche ne constitue pas une solution. Nous ne devrions pas perdre de vue que le travail de préservation veut dire s’engager dans une bataille perdue. Nous essayons simplement de ralentir un camion qui roule à vive allure.

*Nous ne devrions pas perdre de vue que le travail de préservation signifie s’engager dans une bataille perdue. Nous essayons simplement de ralentir un camion qui roule à vive allure.*

## BIBLIOGRAPHIE

- Blom, A. 1993a. *List of the large mammals of the Dzanga-Sangha Dense Forest Reserve and the Dzanga-Ndoki National Park*. Central African Republic: World Wildlife Fund.
- 1993b. *List of the birds of the Dzanga-Sangha Dense Forest Reserve and the Dzanga-Ndoki National Park*. Central African Republic: World Wildlife Fund.
- 1996. *Proposal for the creation of an environment trust fund for Dzanga-Sangha*. Central African Republic: World Wildlife Fund.
- en prep a. The impact of tourism on protected area management and the local economy in Dzanga-Sangha (Central African Republic).
- en prep b. Kpanou, J.-B., Otto, K., Mbea, E., Godobo, P. and Almasi, A. A survey of the diurnal primates in the Dzanga-Ndoki National Park, Central African Republic.
- Kpanou, J.-B., Otto, K., Mbea, E., Godobo, P. and Almasi, A. in press. Antelope survey of the Dzanga sector of the Dzanga-Ndoki National Park, Central African Republic. *Gnusletter*.
- en prep c. Kpanou, J.-B., Otto, K., Mbea, E., Godobo, P. and Almasi, A. Elephant surveys of the Dzanga sector of the Dzanga-Ndoki National Park, Central African Republic.
- Carroll, R.W. 1986a. Status of the lowland gorilla and other wildlife in the Dzanga-Sangha region of southwestern Central African Republic. *Primate Conservation* 7: 38-41.
- 1986 b. The creation, development, protection, and management of the Dzanga-Sangha dense forest sanctuary and the Dzanga-Ndoki National Park in southwestern Central Africa Republic. Manuscrit. New Haven, CT: Yale University.
- 1986 c. The status, distribution, and density of the lowland gorilla (*Gorilla gorilla gorilla*) (Savage and Wyman), forest elephant (*Loxodonta africana cyclotis*), and associated dense forest fauna in southwestern Central African Republic: research towards the establishment of a reserve for their protection. Manuscrit. New Haven: Yale University.
- 1988. Relative density, range extension, and conservation potential of the lowland gorilla (*Gorilla gorilla gorilla*) in the Dzanga-Sangha region of southwestern Central African Republic. *Mammalia* 52: 309-323.
- 1992. The development, protection, and management of the Dzanga-Sangha Dense Forest Special Reserve and the Dzanga-Ndoki National Park in southwestern Central African Republic. Dzanga-Sangha Reserve Project and World Wildlife Fund. Washington D.C.: World Wildlife Fund.
- 1994. Feeding ecology of the western lowland gorilla (*Gorilla gorilla gorilla*) in the Central African Republic. Thèse de Doctorat. New Haven, CT: Yale University.
- 1989. Partial completion of a census of the lowland gorilla (*Gorilla g. gorilla*) (Savage and Wyman) in southwestern Central African Republic. *Mammalia* 53: 203-215.
- Fay, J. M. 1991. An elephant (*Loxodonta africana*) survey using dung counts in the forests of the Central African Republic. *Journal of Tropical Ecology* 7: 25-36.
- C. A. Spinage, B. Chardonnet and A. A. Green. 1990. Central African Republic. Dans *Antelopes global survey and action plans*, ed. by R. East. Gland: IUCN: 99-109.
- Harris, D. 1994. *Interim check-list to the vascular plants of the Dzanga-Sangha Project Area Central African Republic*. Manuscrit. Oxford: University of Oxford.
- Noss, A. J. 1995. *Duikers, cables, and nets: a cultural ecology of hunting in a central African forest*. Thèse de Doctorat. University of Florida.

ALLARD BLOM est le conseiller technique du projet Dzanga-Sangha de WWF en République Centrafricaine. Il a conduit de multiples études de la faune en Afrique équatoriale aussi bien qu'en Europe. Il a obtenu son diplôme d'ingénieur en biologie en juin 1987 de l'université agricole à Wageningen, en Hollande, en se spécialisant dans la gestion de la faune, l'écologie animale, et l'écologie des ressources naturelles.

Bibliographie sommaire:

1990. avec M. Alers and R. Barns. *Antelopes: global survey and regional action plans. Part three, West and Central Africa*. Compilé par R. East and the IUCN/SSC Antelope Specialist Group.
1990. avec M. Alers, R. Barns, and A. Feistner. Notes on the current status and distribution of primates in Gabon. *Oryx* 23: 223-224.
1995. avec R. Barns and M. Alers. A review of the status of forest elephants in central Africa. *Biological Conservation* 71:125-132.
- Sous prep. avec A. Almasi, J.B. Kpanou, K. Otto, E. Mbea, and P. Godobo. Progress reports on the habituation of the western lowland gorilla (*Gorilla gorilla gorilla*) in the Dzanga-Ndoki National Park, C.A.R. *Gorilla News Letter*.

Allard Blom, World Wildlife Fund, Dzanga-Sangha, BP 1053, Bangui, Central African Republic, Tel: 236.61.42.99, Fax: 236.61.10.85.